

CAHIER
DU CÉRIUM

No 34, 2024 - 11

La socialisation de proximité des citoyens aux organisations internationales

Une comparaison Bruxelles-Genève-Montréal

Stephan Davidshofer, François Foret, Baowen Liang, Frédéric Mérand

Centre d'études
et de recherches
internationales



Université 
de Montréal

La socialisation de proximité des citoyens aux organisations internationales

Une comparaison Bruxelles-Genève-Montréal

Stephan Davidshofer¹, François Foret², Baowen Liang³, Frédéric Mérand⁴

Résumé

Les organisations internationales (OI) sont perçues comme des centres de pouvoir éloignés du citoyen. Leur proximité spatiale réduit-elle la distance sociale ? Un sondage compare l'appréciation de la présence des OI dans leur ville par les habitants de Bruxelles, Genève et Montréal en termes d'intérêts, de pratiques d'interactions et d'attitudes. Les résultats suggèrent que la perception de cette présence est majoritairement positive, mais reste indirecte, à double sens, marquée par des inégalités socio-économiques et culturelles et fortement influencée par les spécificités locales et la nature de l'OI. En conclusion, la distance spatiale ne semble être ni le seul ni le principal défi pour la légitimation des OI.

Abstract

International organizations (IOs) are seen as distant from citizens. Does spatial proximity reduce social distance? A survey conducted in Brussels, Geneva and Montreal compares the appreciation by local residents of the presence of IOs in their city in terms of interests, interaction practices, and attitudes. The results suggest that the perception of this presence is mainly positive, but remains indirect, two-way, marked by socio-economic and cultural inequalities, and strongly influenced by local specificities and the nature of the IO. In conclusion, spatial distance seems to be neither the only nor the main challenge for the legitimation of IOs.

Citation

Davidshofer, Stephan ; Foret, François ; Liang, Baowen ; Mérand, Frédéric. (2024). La socialisation de proximité des citoyens aux organisations internationales, Une comparaison Bruxelles-Genève-Montréal. *Cahier du*

¹Collaborateur scientifique, Global Studies Institute, Université de Genève

²Professeur de science politique, Cevipol-IEE, Université Libre de Bruxelles

³Chercheur postdoctoral, Département de science politique, Université du Québec à Montréal

⁴Professeur et directeur, Département de science politique, Université de Montréal

CÉRIUM No 34. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

Introduction

Les organisations internationales (OI) peuvent être perçues par les citoyens comme un centre de pouvoir lointain, incarnation d'une mondialisation aliénante. Que se passe-t-il lorsque ces OI se situent au coin de la rue ? En d'autres termes, la proximité spatiale réduit-elle la distance sociale ? En étudiant la socialisation des citoyens aux OI présentes dans leur ville, notre hypothèse est que les interactions qu'ils peuvent avoir avec ces dernières favorisent une perception plus positive mais qui demeure indirecte, inégalitaire en termes socio-économiques et culturels et toujours structurée par les spécificités territoriales.

Les OI s'implantent le plus souvent dans des lieux déjà largement connectés au reste du monde. C'est le cas de Bruxelles¹, Genève et Montréal, qui ont en commun d'être des métropoles de taille intermédiaire, fortement insérées dans les réseaux internationaux sans toutefois avoir tous les attributs de véritables métropoles mondiales au sens de Sassen [Sassen, 2000]. Ce sont des villes d'immigration à la population diversifiée et situées dans des systèmes politiques multi-niveaux. Elles sont à dominante francophone, ce qui les place dans une aire linguistique transnationale partagée mais en marge des principales arènes de la mondialisation où l'idiome dominant est l'anglais. Les trois villes diffèrent cependant en ce qu'elles accueillent un nombre inégal d'OI (Bruxelles et Genève bien davantage que Montréal).

Empiriquement, l'analyse s'appuie sur un sondage réalisé en septembre 2021 auprès d'un échantillon représentatif de la population de chaque ville (cf. annexe méthodologique). L'enquête mesure la socialisation des citoyens aux OI à travers le triple prisme de leur intérêt économique et politique pour ces organisations, des pratiques urbaines autour des quartiers qui les accueillent et des attitudes face à la mondialisation [Beyers, 2010 : 909-910]. Par socialisation, nous entendons les façons de faire, de penser et d'être qui sont acquises par les individus au contact des institutions sociales, ici insérées dans un tissu urbain précis. Le questionnaire inclut des indicateurs de connaissance, d'évaluations et des interactions physiques et cognitives à l'égard des OI des individus analysés

¹ Cette étude est le résultat d'une collaboration de recherche impulsée par le G3 de la Francophonie réunissant les universités de Bruxelles, Genève et Montréal. Pour une analyse approfondie des résultats bruxellois, voir Foret F., « Si loin, si proches ? La perception par les citoyens de la présence des institutions internationales à Bruxelles », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 170, mis en ligne le 12 juin 2022. URL: <http://journals.openedition.org/brussels/6109> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.6109>

en lien avec les caractéristiques socio-démographiques et les attitudes politiques générales (notamment en termes de matérialisme et de libéralisme culturel) des personnes interrogées.

Une première partie de l'article discute les spécificités, points communs et différences des trois villes à l'étude comme configuration de socialisation aux OI. Une seconde partie présente les résultats de notre enquête sur le plan des intérêts, des pratiques et des attitudes des citoyens par rapport aux OI. Une troisième partie discute ces résultats et conclut en dégagant des perspectives de recherche futures.

De l'international au local : la socialisation aux OI dans trois villes-mondes

Bruxelles, Genève et Montréal se caractérisent d'abord par le cadre stato-national dans lequel elles s'inscrivent, par leur statut de ville-monde [Braudel, 1967], et par l'écosystème constitué par les OI qui y siègent.

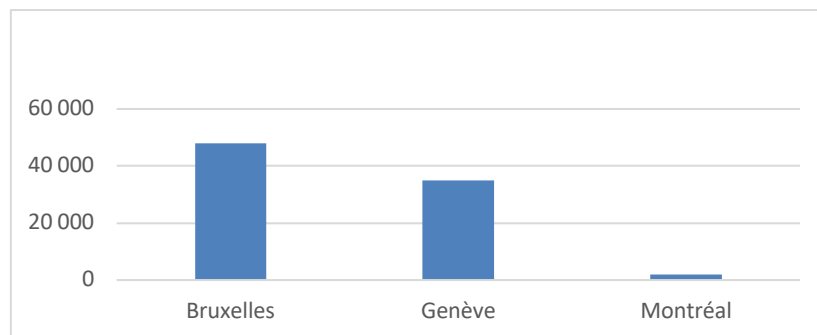
Concernant le cadre stato-national de nos trois cas d'étude, la Belgique, la Suisse et le Canada ont été, en raison de leur taille et de leur histoire, confrontés plus tôt que d'autres à la dépendance économique et politique vis-à-vis de l'international dans leur construction et leur fonctionnement interne [Katzenstein, 2003]. Ils ont expérimenté la fragilité et l'incertitude qui en résulte en même temps que les modes de flexibilité pour y faire face. Ces pays sont fréquemment comparés entre eux, que cela soit concernant leurs types de nationalismes [Pinard, 2020] ; leur structuration socio-politique mettant en exergue des logiques communes dans les déterminants du vote [Lijphart, 2019] ; la gestion de la diversité culturelle et linguistique [Dunn, 1972] ; les manières dont différentes versions du fédéralisme s'adaptent à la globalisation [Von Beyme, 2005] ; et même la manière dont ils peuvent servir de modèle à l'Union européenne pour créer un lien démocratique fort à travers des institutions centripètes [Stojanović et Bonotti, 2020].

Passant de l'échelon stato-national au local, Sassen définit les villes mondiales comme celles qui façonnent la mondialisation en constituant des hubs où s'opère la concentration d'activités stratégiques comme les services financiers et juridiques spécialisés [Sassen, 1991]. À cet égard, Bruxelles, Genève et Montréal apparaissent davantage façonnées par la mondialisation que l'inverse. Selon le 2022 Global Cities Report du cabinet de conseil AT Kearney, Bruxelles

est au 11^e rang et Montréal au 28^e rang, Genève n'étant pas mentionnée [Kearney, 2022]. L'Indice Global Power Cities, pour sa part, met Bruxelles au 24^e rang et Genève au 31^e rang, mais Montréal n'y figure pas [Memori Memorial Foundation, 2022]. C'est pourquoi nous privilégions ici la notion de ville-monde, entendue au sens de Braudel [1967 : 20] comme des lieux où « les informations, les marchandises, les capitaux, les crédits, les hommes, les ordres, les lettres marchandes (...) affluent et (...) [dont ils] repartent ».

En resserrant toujours plus la focale, le rapport à l'international se comprend aussi par la manière dont les OI s'intègrent dans la ville en constituant un écosystème spécifique. La notion d'écosystème illustrée par l'exemple de Genève [Dairon et Baddache, 2021] permet de prendre en compte la diversité et les interactions des acteurs qui le composent. Par analogie aux sciences de la nature, elle souligne aussi la précarité d'un environnement évolutif et fragile. En tant qu'écosystèmes, nos trois villes diffèrent eu égard au poids absolu et relatif des OI en leur sein. Comme le montre la Figure 1, Bruxelles, dont la région immédiate accueille un peu plus d'un million d'habitants, abrite le plus grand nombre absolu d'employés travaillant pour des organisations internationales des trois villes. D'une taille nettement plus petite, avec moins de 300 000 habitants, Genève est celle où le nombre de résidents travaillant pour une OI est le plus élevé en proportion de la population totale. Montréal, avec une population d'environ deux millions d'habitants, donc plus importante que Bruxelles et Genève, et malgré des efforts considérables pour attirer des OI, n'en accueille qu'un nombre modeste.

Figure 1. Nombre d'employés dans les organisations internationales



Source : *Institut bruxellois de statistique et d'analyse, 2016; Genève Internationale, 2020; Montréal International, 2020*

Pour revenir plus en détail sur chaque cas, **Bruxelles** est qualifiée de « capitale multiple » (de la Belgique, de la Flandre, de l'Europe) [Govaert, 2000] et « opportuniste » car chaque niveau de pouvoir (du local à l'europpéen) l'utilise pour servir ses intérêts sans s'inscrire dans un plan d'ensemble. Son statut international a longtemps été perçu comme provisoire et incertain et a de ce fait été peu marqué au niveau symbolique [Hein, 2021]. Bruxelles accueille une forte proportion d'immigrants et d'expatriés à la fois en raison d'un passé colonial et industriel et de la présence d'organisations majeures comme l'Union européenne et l'OTAN. La dimension européenne tend à subsumer la dimension internationale du fait de l'omniprésence de l'UE.

L'impact majeur des OI à Bruxelles sur le plan économique, urbanistique, social et culturel se vérifie dans les chiffres. Leur contribution est évaluée à entre 23% et 26% de l'activité régionale pour Bruxelles-Capitale et 19% à 20% des emplois, sans oublier 1,5% à 1,7% d'activité et 0,6% à 0,7% d'emploi pour à la fois les régions wallonne et flamande [Dotti et al., 2021]. Selon le rapport annuel 2020 du Commissaire du Gouvernement bruxellois aux relations avec les institutions européennes et internationales, on dénombre 38 organisations de l'Union européenne, 32 organisations intergouvernementales, 300 représentations régionales et locales, 5 369 diplomates, 730 journalistes étrangers accrédités, 33 écoles internationales 3 887 bureaux de lobbyistes enregistrés, 19 780 étudiants étrangers, 8 000 stagiaires étrangers [CEIO, 2021: 10].

La presse donne fréquemment un aperçu négatif de l'intégration des institutions européennes dans Bruxelles. Elle souligne le ressentiment que les Bruxellois cultivent contre des organisations et des « expats » accusés de dégrader la ville et la mobilité tout en se mélangeant peu à la vie des Bruxellois en restant confinés dans une bulle de privilèges [Malingre, 2021]. Auparavant, les attentats ayant frappé la ville en 2016 et les tensions accrues autour de l'Islam radical ont renforcé la perception de Bruxelles comme une « anomalie urbaine multi-niveaux, multi-culturelle et multi-nationale », mais aussi comme un laboratoire de la ville du futur prise entre les tensions du global et du local [Boussetta et al., 2018].

La ville de **Genève** abrite traditionnellement de nombreuses activités internationales dont certaines ont conduit, dès le milieu du 19e siècle, à la création d'OI telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Bureau international du travail (BIT), la Société des Nations (SDN), le siège

européen des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Cela a donné naissance à un écosystème comptant près de 28 000 fonctionnaires internationaux travaillant au sein de 39 OI [OCSTAT, 2021]. Au-delà de l'importance de ces chiffres par rapport à la taille relativement modeste de la ville, la visibilité des OI à Genève est d'autant plus accentuée par l'existence d'une base juridique fédérale, la Loi sur l'Etat hôte [DFAE, 2022], qui codifie le statut particulier octroyé aux OI ainsi qu'à leurs employés, notamment en matière d'exemptions d'impôts. Ce statut privilégié alimente les critiques par la population genevoise des fonctionnaires internationaux accusés de ne pas s'intégrer à la vie locale et de pousser à la hausse le prix des logements [Adly, 2013]. Ce ressentiment au sujet de la présence des OI a accéléré la mise en place par les autorités locales de statistiques visant à montrer leur impact économique positif pour améliorer leur image².

Deuxième ville en importance au Canada et métropole économique du Québec, le statut international de **Montréal** se définit davantage par sa forte insertion dans les réseaux économiques, éducatifs, culturels et sportifs nord-américains et mondiaux que par le fait d'accueillir des OI. Elle abrite le siège social d'entreprises canadiennes multinationales comme Bombardier ou Power Corporation, mais constitue une place financière beaucoup moins importante que Toronto. Sur le plan éducatif, ses quatre grandes universités attirent chaque année 35 000 étudiants internationaux dont la présence dans les quartiers centraux est perceptible. En matière culturelle et sportive, Montréal est une des premières destinations touristiques en Amérique du Nord, grâce à une industrie florissante du congrès et des événements sportifs d'envergure mondiale comme le Grand Prix de Formule 1.

Montréal est aussi une ville internationale du fait que près de 35% de ses résidents sont nés à l'étranger, une caractéristique très visible notamment dans certains quartiers « ethniciés » comme le Petit Maghreb ou la Petite Italie. 30 000 personnes immigrantes s'installent de manière permanente à Montréal chaque année, pour une population de 1,9 million d'habitants. Dans ce contexte démographique, la présence d'OI n'est qu'une composante assez secondaire. La réalité de Montréal est à cet égard très éloignée de celle de Bruxelles ou Genève

² En 2021, les dépenses des OI dans toute la Suisse étaient estimées à 3,517 milliards de francs suisses [Genève internationale, 2021].

malgré la vigoureuse politique d'attractivité menée par les gouvernements provinciaux et municipaux. Accueillant un siège de l'ONU souvent menacé de délocalisation, celui de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), ainsi que le Secrétariat à la biodiversité et quelques organisations de plus petite taille, la métropole québécoise compte moins de 2500 fonctionnaires internationaux. Ce sont des éléments à prendre en compte dans l'appréciation du regard que portent les Montréalais sur le caractère « international » de leur ville.

Résultats

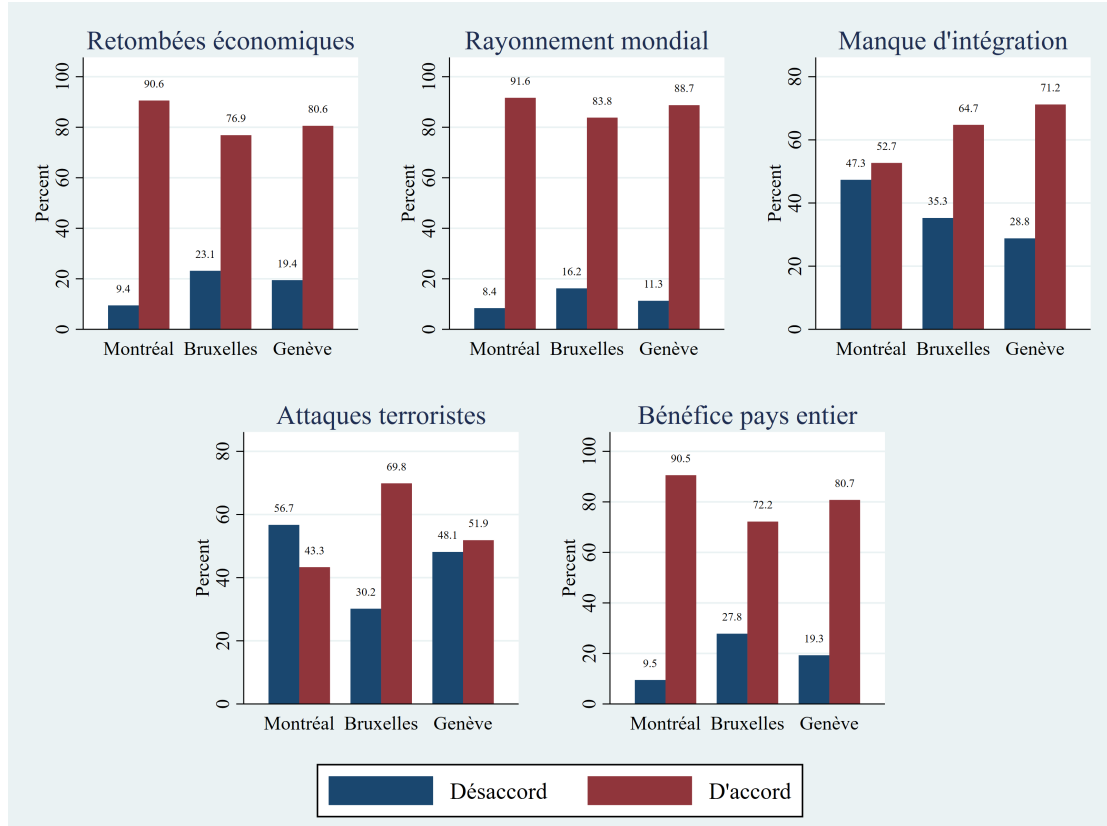
Compte tenu à la fois des caractéristiques communes des villes-mondes que sont Bruxelles, Genève et Montréal et des spécificités de chaque écosystème, la socialisation des citoyens aux OI s'y produit de manière commensurable, mais avec des particularismes locaux sur les trois répertoires des intérêts, des pratiques et des attitudes.

La socialisation au prisme des intérêts

La première dimension de la socialisation renvoie au calcul stratégique des intérêts qui se construit au contact des institutions sociales. Notre sondage demande aux enquêtés de s'exprimer sur l'impact de la présence des institutions internationales en termes d'intérêts nationaux, locaux et personnels. Ils ont été invités à mentionner les avantages et inconvénients liés à la proximité des OI sur une série d'enjeux incluant les bénéfices économiques ; l'influence mondiale; la présence d'expatriés qui ne s'intègrent pas à la vie locale; le risque d'attaques terroristes; et les bénéfices pour le pays tout entier.

Comme le montre la Figure 2, les Bruxellois, Genevois et Montréalais plébiscitent à cet égard la présence d'organisations internationales dans leur ville. Près de 80% des Bruxellois et des Genevois et plus de 90% des Montréalais interrogés estiment que les retombées économiques liées à la présence de telles organisations sont positives. Des résultats semblables se retrouvent à propos d'autres indicateurs mesurant la dimension instrumentale du soutien. Notons toutefois que 43% des Bruxellois, 29,3% des Genevois et 53,9% des Montréalais sont incapables d'identifier une OI importante (l'OTAN, l'OMC ou l'OACI) ayant son siège dans leur ville à partir d'une liste qui leur est proposée. Parmi les réponses positives, un peu moins de 10% des enquêtés identifient des organisations de manière erronée.

Figure 2. Perception des Bruxellois, Genevois et Montréalais à propos de la présence d'organisations internationales dans leur ville



Note. Les répondants devaient indiquer s'ils sont tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord, ou tout à fait en désaccord avec les affirmations suivantes. La présence d'organisations internationales : a. apporte des retombées économiques significatives ; b. est une source de rayonnement mondial ; c. attire des expatriés qui ne s'intègrent pas dans la vie locale ; d. augmente le risque d'attaques terroristes ; e. bénéficie au pays tout entier. Les réponses sont fusionnées en deux catégories : d'accord vs en désaccord. Les personnes ne se prononçant pas ont ici été exclues de l'analyse.

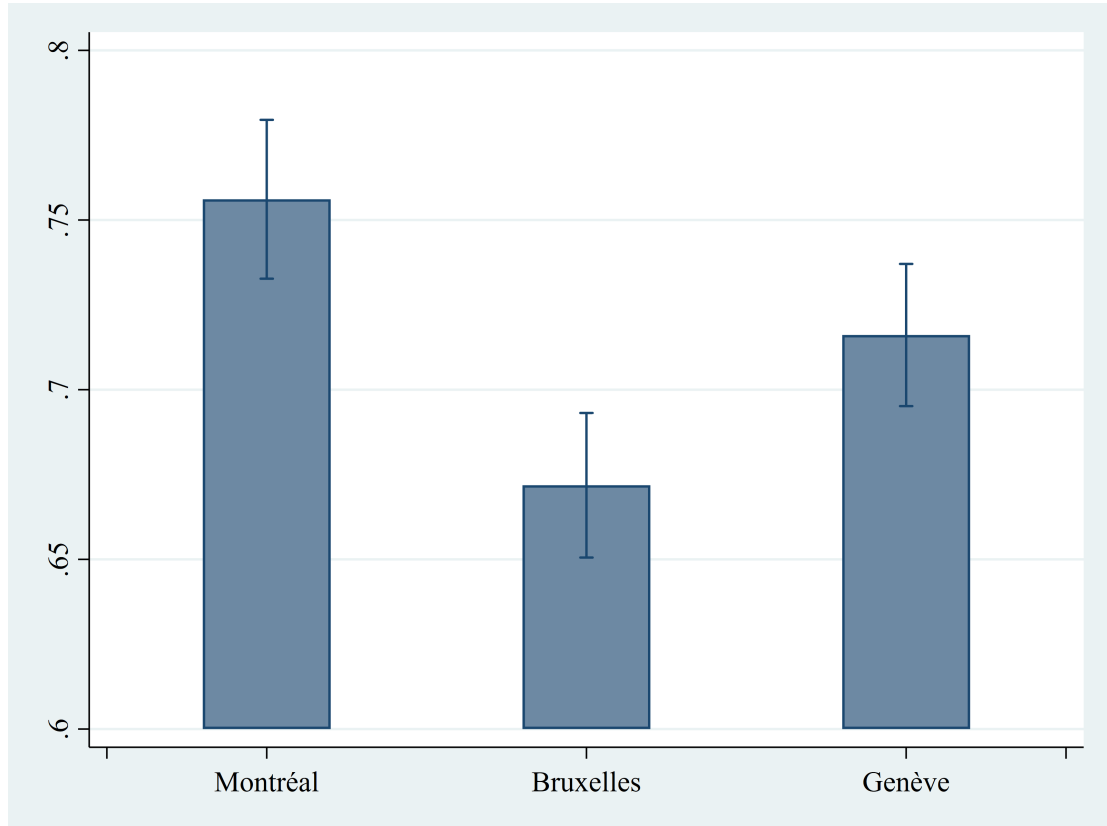
Une première observation est que les OI sont perçues d'autant plus positivement qu'elles sont moins présentes sur le territoire. C'est le cas à Montréal qui en accueille le plus petit nombre par rapport aux deux autres villes. La Figure 2 suggère que le nombre de citoyens considérant que « la présence d'organisations internationales attire des expatriés qui ne s'intègrent pas dans la vie locale » croît quand on passe de Montréal à Bruxelles puis Genève. À Montréal, les expatriés

liés aux OI sont beaucoup moins nombreux en proportion et en absolu, et il n'y a pas de débat public sur les impacts négatifs de la Montréal internationale. A Genève (où les « expats » liés aux OI sont moins nombreux en absolu mais davantage en proportion qu'à Bruxelles) et à Bruxelles, le ressenti de leur non-intégration est un peu supérieur.

Il a ensuite été demandé aux citoyens d'évaluer les effets des OI sur les enjeux politiques locaux de leur ville : identité cosmopolite; démocratie locale; qualité du développement urbain; offre de services publics; transport; sécurité; opportunités professionnelles; éducation et formation universitaire. Les répondants sont invités à évaluer si la présence des OI est une bonne chose ou mauvaise chose à l'égard de ces domaines. Comme la majorité des répondants évaluent la présence des OI de manière positive, nous codons les évaluations négatives ensemble avec des attitudes ambiguës (« ne sait pas »).

Pour faciliter l'analyse et rendre l'interprétation plus claire et lisible, nous avons créé un indicateur générique à partir de ces huit items. Nous construisons une échelle de Mokken [Mokken, 2011] afin d'obtenir un score latent indiquant le degré de positivité dans les évaluations des répondants vis-à-vis la présence des OI. Un modèle de Mokken est un modèle non paramétrique permettant d'étudier les propriétés d'un ensemble d'items dans le cadre de théorie de réponse aux items (*Item Response Theory*) [Hardouin et al., 2011]. L'échelle de Mokken est utilisée pour valider une mesure ordinaire d'une variable latente. Une fois que certaines hypothèses de base sont satisfaites, la somme des réponses à travers les items de l'échelle de Mokken peut être utilisée pour classer les répondants selon le trait latent [Sijtsma et Molenaar, 2002]. Nous constatons que les huit items forment une échelle cumulative satisfaisante et fiable (H de Loevinger = 0,38, MS = 0,80, α de Cronbach = 0,79 [Mokken et Lewis, 1982]. Nous vérifions également les hypothèses d'homogénéité monotone et de double monotonie, et ne trouvons aucune violation critique du modèle. Par conséquent, nous générons un score latent décrivant le niveau des évaluations des OI chez les répondants. Le score est rééchelonné pour aller de 0 à 1. Une valeur plus élevée signifie une évaluation plus positive des effets des OI sur les enjeux politiques locaux de la ville. La Figure 3 permet en effet de constater que l'appui à la présence d'organisations internationales est plus élevé à Montréal (0,75) qu'à Genève (0,71) et surtout à Bruxelles (0,67).

Figure 3. Perception positive de la présence des organisations internationales



Note. Les répondants ont été invités à évaluer si l'existence des OI est une bonne ou une mauvaise chose dans les domaines suivants : identité cosmopolite, démocratie locale, qualité de l'aménagement urbain, offre de services publics, transports, sécurité, débouchés professionnels, offre de formation et d'études universitaires. Une valeur plus élevée sur l'échelle signifie une évaluation plus positive des effets des OI sur les enjeux politiques locaux de la ville.

Concernant la socialisation au prisme des intérêts, les premiers résultats suggèrent ainsi que « moins est mieux ». Les aspects positifs de la présence des OI sont d'autant mieux perçus qu'elles sont moins présentes.

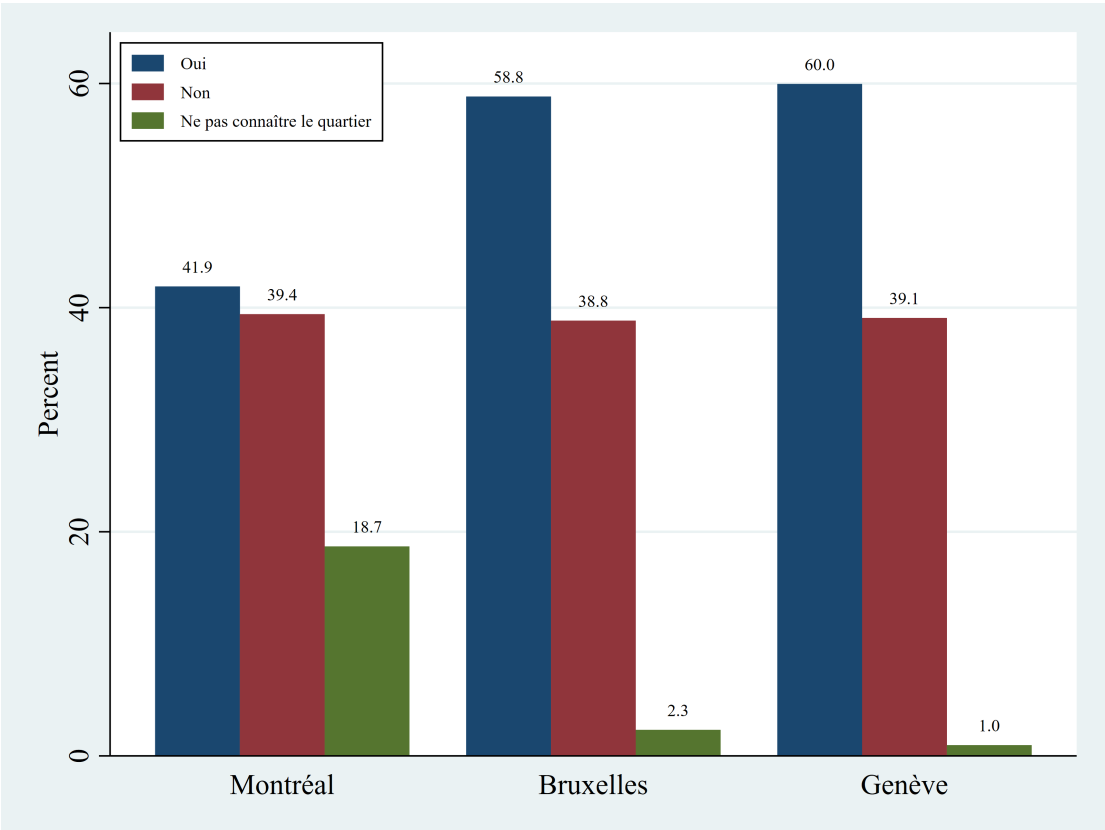
La socialisation au prisme des pratiques

Nous passons ensuite des intérêts aux pratiques pour étudier dans quelle mesure la proximité des OI peut encourager les interactions des citoyens avec

celles-ci. Ces interactions peuvent être physiques et fonctionnelles (visiter le quartier où elles sont implantées, faire des affaires avec les OI) et/ou cognitives (apprendre à les connaître).

Un premier indicateur des pratiques est la fréquence des visites dans le quartier international compris comme le lieu principal et le plus emblématique des OI : le Quartier européen à Bruxelles, celui des Nations à Genève et le Quartier international à Montréal. Sur ce point, assez logiquement, les villes qui comptent le plus d’OI offrent le plus de possibilités d’interactions physiques avec elles à leurs citoyens. Les Genevois puis les Bruxellois sont plus susceptibles de visiter le voisinage des OI que les Montréalais. Sans surprise, les Montréalais sont moins nombreux (42% contre près de 60% des Bruxellois et des Genevois) à visiter leur quartier international, plus récent, dont la taille est plus modeste et qui se révèle moins connu que ses équivalents dans les deux autres villes.

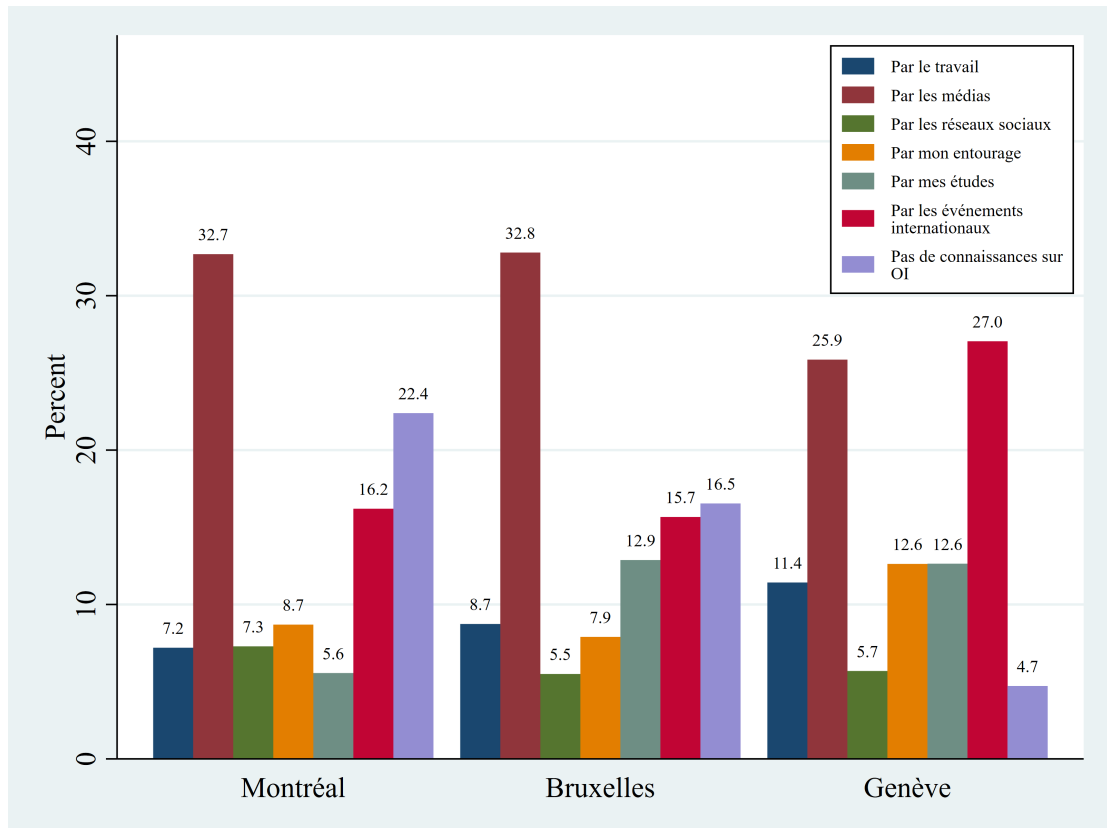
Figure 4. Pratique de visite du quartier des organisations internationales



Note. Les répondants ont été invités à dire s'ils se rendent régulièrement dans le Quartier des Nations (Genève), Quartier international (Montréal), et Quartier européen (Bruxelles).

Un deuxième indicateur des pratiques est la *manière dont les gens s'informent* sur les OI. Lorsqu'on leur demande par quels moyens ils connaissent le travail des OI présentes dans leur ville, les citoyens indiquent la hiérarchie de sources suivante (Figure 5).

Figure 5. Pratique d'information à propos des OI



Note. Les répondants ont été interrogés sur la manière dont ils connaissent le travail des organisations internationales présentes dans leur ville.

Un premier constat est que les médias classiques (plus que les réseaux sociaux) restent partout et de loin la première source d'information des citoyens sur les

OI, ce qui nuance d'emblée les effets de la proximité. Un deuxième constat est que le travail peut constituer un mode de socialisation qui joue proportionnellement à la présence des OI par rapport à la taille de la ville, mais que cela ne concerne qu'une petite minorité (de 11,4 à 7,2 %). Dans la même logique, l'entourage peut avoir des effets mais pour une fraction de la population seulement. Sur le plan des études, la part plus importante des enquêtés citant cette voie d'information à Bruxelles peut s'expliquer par le fait qu'une population étudiante nombreuse est attirée spécifiquement par son statut de « Capitale de l'Europe ». Enfin, l'influence des événements internationaux est particulièrement grande à Genève. Une hypothèse peut être que la présence des OI est particulièrement dense dans la ville suisse et que leurs activités y sont plus visibles que dans une métropole à plus grande échelle comme Bruxelles.

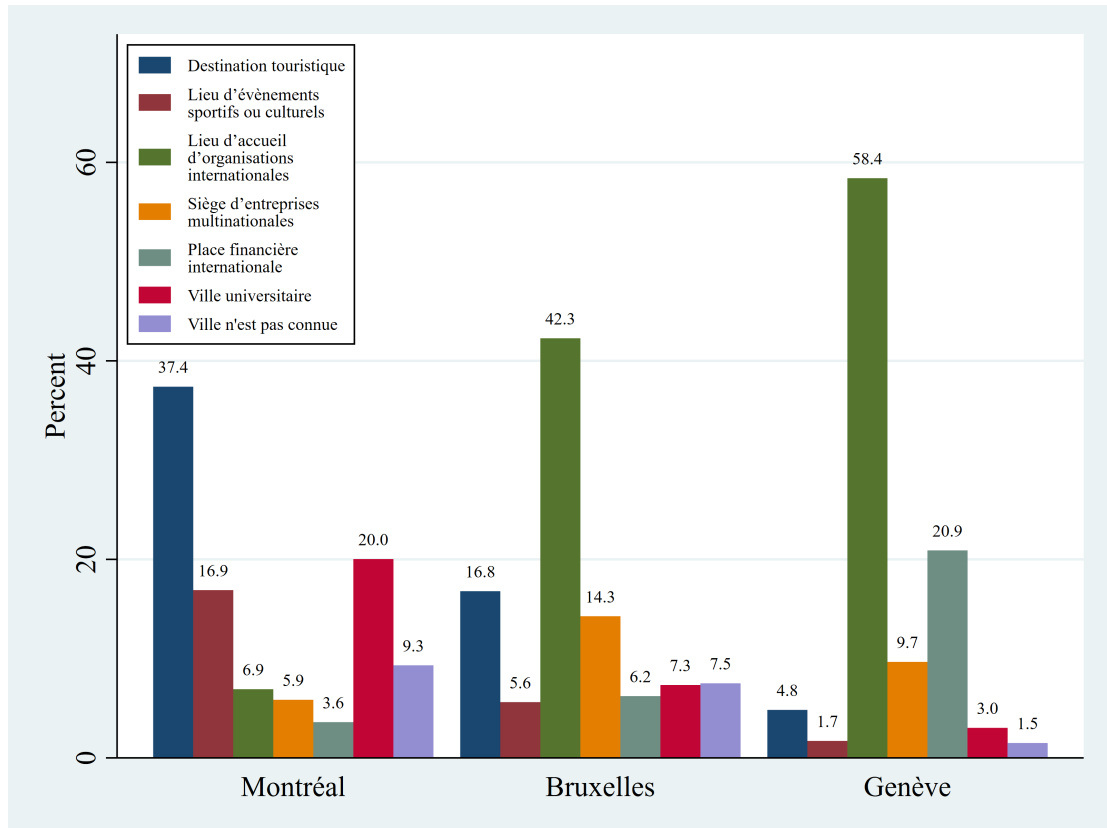
Pour résumer la socialisation au prisme des pratiques, la présence des OI dans la ville offre aux citoyens plus d'opportunités d'interactions physiques avec elles, mais leur prise d'information continue cependant à passer essentiellement par les médias ou par des vecteurs (profession, entourage) qui restent intrinsèquement limités à une minorité, pour ne pas dire à une élite socio-économique déjà en rapport direct avec l'international.

La socialisation au prisme des attitudes

Pour terminer, nous avons cherché à savoir dans quelle mesure la socialisation locale des citoyens aux OI produit des attitudes spécifiques (par exemple en termes de représentation objective et subjective de l'image de leur ville comme siège des OI).

Le premier indicateur est l'autoreprésentation que les citoyens se font de la manière dont leur « ville est connue internationalement » (Figure 6). On constate que les individus ont une perception du caractère international de leur ville assez congruente avec les réalités politiques et statistiques. Une majorité (relative) de Bruxellois et (absolue) de Genevois voient leur cité d'abord comme un lieu d'accueil d'OI, là où les Montréalais voient la leur d'abord comme une destination touristique, sportive, culturelle et étudiante. Il se vérifie donc que la présence des OI en nombre absolu et en densité se reflète bien dans l'image que les habitants se font de leur ville. Reste à savoir comment ils évaluent cette image d'un point de vue subjectif.

Figure 6. Auto-représentation de la perception internationale de la ville



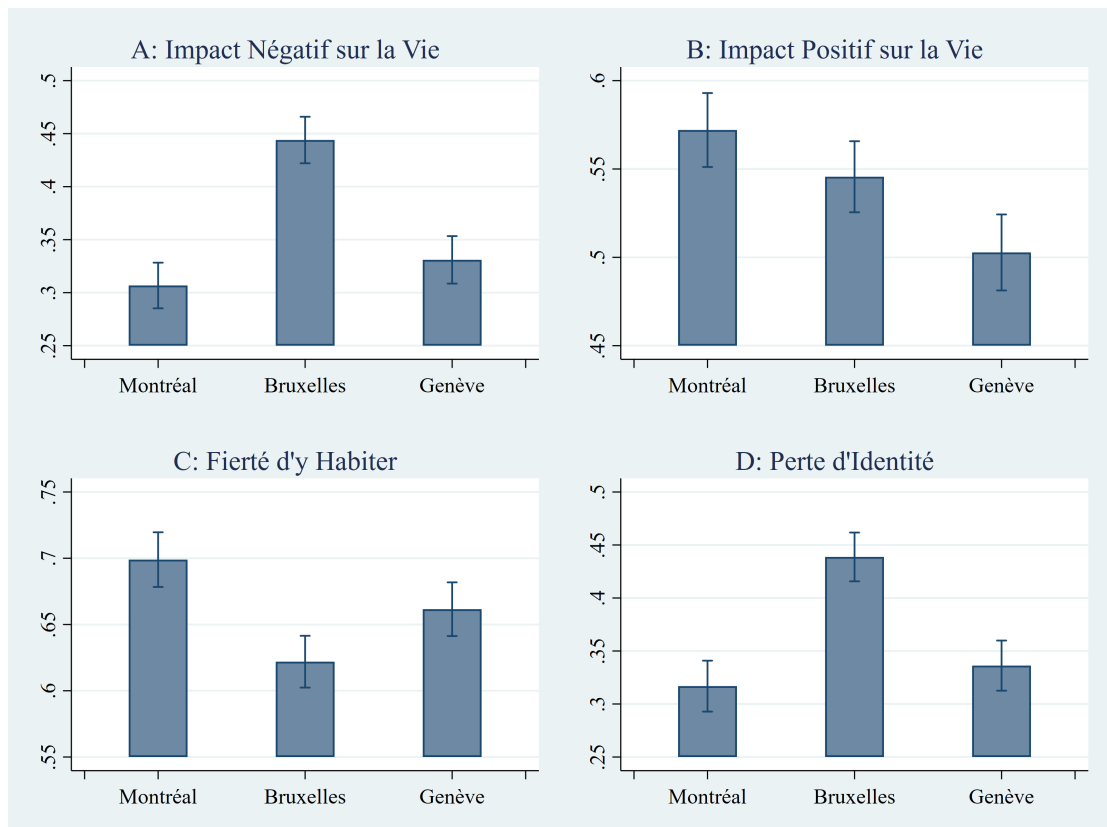
Note. Les répondants ont été invités à décrire les trois raisons pour lesquelles leur ville est surtout connue à l'échelle internationale. La figure présente la distribution des réponses en fonction de la dimension la plus importante.

L'enquête a demandé aux personnes interrogées d'évaluer la présence des OI en fonction de leur sentiment personnel de fierté, d'aliénation ou d'indifférence, et de l'impact sur leur vie quotidienne. Une même personne peut juger que la présence des OI a des effets à la fois positifs et négatifs sur sa vie. Elle peut reconnaître les opportunités économiques et professionnelles qui y sont liées mais ressentir négativement des pressions sur le marché du logement et/ou des menaces identitaires.

Il ressort sur cet indicateur une hiérarchie encore plus nette que sur les précédents en fonction du nombre d'OI implantées dans la ville. Plus il y en a, moins les aspects positifs sont valorisés, et plus les aspects négatifs sont ressentis. La fierté d'habiter la ville décroît avec leur nombre lors même que le sentiment de perte d'identité croît.

Bruxelles est l'exemple le plus frappant de ces tendances. Les Bruxellois sont un peu plus généreux dans l'évaluation de l'impact positif des OI sur leur vie que les Genevois du fait du poids majeur de ces dernières dans l'économie et le marché de l'emploi. Mais ils sont aussi beaucoup plus critiques sur les aspects négatifs et enclins à ressentir une aliénation. Cette spécificité des Bruxellois peut en outre s'expliquer par la nature des OI dans leur ville. Les institutions européennes éclipsent les autres et renvoient à un prisme de socialisation – l'UE – beaucoup plus poussé et contraignant qu'une organisation internationale classique.

Figure 7. Attitudes, sentiment de fierté et perte d'identité liés au caractère international de la ville



Note. Les répondants ont été invités à réfléchir au caractère international de leur ville, et à se prononcer sur une échelle de 1 (pas du tout) à 10 (absolument) dans quelle mesure ils ressentent : a. les impacts négatifs dans la vie quotidienne ; b. les impacts positifs dans la vie quotidienne ; c. la fierté d’habiter dans la ville; d. la perte d’identité. Les moyennes présentées dans cette figure sont rééchelonnées entre 0 et 1.

Discussion et conclusion

L’étude de la socialisation aux OI des habitants de Bruxelles, Genève et Montréal permet de tirer deux conclusions principales concernant d’une part son caractère multidimensionnel, et d’autre part la portée et les limites de la proximité comme vecteur de socialisation.

D’abord, bien que la littérature, encore peu étoffée au-delà du cas de l’Union européenne, ait montré le poids de l’éducation et du revenu dans les attitudes face aux OI [Bearce et Jolliff Scott, 2019], la socialisation aux OI des citoyens est aussi marquée par les singularités qui façonnent les représentations à l’échelle locale. Ainsi, il existe un rapport aux OI à Bruxelles qui est significativement plus ambivalent qu’à Montréal ou même Genève. Néanmoins, ces singularités locales ne sont elles-mêmes pas très structurées. En effet, la diversité des interactions des individus avec les OI découle de la combinaison de nombreux paramètres politiques, économiques, sociaux, historiques et culturels inscrits dans ce contexte urbain. C’est ce qui explique qu’un même individu peut combiner des attitudes positives et négatives à l’égard des OI. Ces singularités locales suggèrent que chaque écosystème influence le rapport à l’international d’une manière qui n’est pas épuisable dans une enquête par sondage.

Concernant la portée et les limites de la proximité comme vecteur de socialisation, la conclusion est aussi partagée. La perception par la population des OI dans son entourage est très majoritairement positive mais assez faible, indirecte et inégale. En outre, elle semble inversement proportionnelle à la présence des OI dans la ville. Pour le dire prosaïquement en reprenant une expression populaire, « un peu, ça va, beaucoup, bonjour les dégâts ». La proximité de quelques OI semble constituer un pont vers l’international, leur omniprésence suscite un ressenti plus négatif. L’accoutumance aux OI au prisme du local a donc ses limites. En extrapolant, cela suggère que la distance spatiale n’est ni le principal ni le seul obstacle à leur légitimation. La proximité peut aussi comporter des risques d’aliénation identitaire. Appliquée à une OI aussi particulière que l’UE qui représente un modèle de gouvernance intégrée

sollicitant une allégeance forte et directe du citoyen, ces observations donnent matière à réflexion tant sur la stratégie de justification des institutions européennes que sur leur inscription dans la ville.

Annexe méthodologique

Les données utilisées dans cet article sont issues d'un sondage en ligne mené en français entre les 9 et 27 septembre 2021 par l'agence iVOX. Ce sondage a été commandé par le groupe de recherche « Impact des organisations internationales sur les villes internationales » du G3 de la Francophonie, qui réunit l'Université libre de Bruxelles, l'Université de Genève et l'Université de Montréal. Il a bénéficié du soutien financier de Wallonie-Bruxelles International, de la Ville de Genève et de Montréal International. L'échantillon est de 2250 résidents de Bruxelles, Genève³ et Montréal, recrutés sur base du code postal de l'adresse d'habitation. La marge d'erreur maximale pour les 750 résidents d'une ville s'élève à 3,51 %. Le sondage a obtenu une approbation éthique de l'Université de Montréal [CERAH-2021-079-D]. Le questionnaire mesure la relation des citoyens aux institutions internationales via des tests de connaissance objective et des indicateurs de pratiques (notamment concernant la fréquence d'interaction, via des contacts physiques ou des prises d'information sur ces institutions) ; explore leurs connaissances et leurs évaluations sur une série d'enjeux d'action publique et d'identité ; et analyse les liens entre perceptions des institutions internationales, indicateurs sociodémographiques et attitudes politiques plus générales, notamment en termes de matérialisme (priorité donnée aux questions économiques et de sécurité) et de libéralisme culturel (priorité donnée à l'autonomie individuelle plutôt qu'à la tradition ou à l'autorité).

Bibliographie

ADLY, H., 2013, « Fonctionnaires internationaux à Genève : le poids du privilège », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n° 154, pp. 71 à 85.

³ L'unité géographique retenue a été le Canton de Genève dans sa totalité.

BEARCE, D.H., JOLLIFF SCOTT, B.J., 2019, «Popular non-support for international organizations: How extensive and what does this represent? » *Review of International Organizations*, vol. 14, pp. 187–216.

BEYERS J., 2010, «Conceptual and Methodological Challenges in the Study of European Socialization », *Journal of European Public Policy*, vol. 17, n° 6, pp. 909-920.

BOUSETTA H., FAVELL A., MARTINIELLO M., 2018, « Governing multicultural Brussels: Paradoxes of a Multi-level, Multi-cultural, Multi-national Urban Anomaly », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 44, n° 12, pp. 2070-2085.

COMMISSARIAT A L'EUROPE ET AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES (CEIO), 2021, *Rapport annuel 2020*,. [Consulté le 5/12/2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.commissioner.brussels/fr/component/fleximedia/554-exe-rapport-annuel-ceoi-2020-fr?>

DAIRON E., BADACHE F., 2021, « Understanding International Organizations' Headquarters as Ecosystems: The Case of Geneva », *Global Policy*, vol. 12, n°7, pp. 24-33.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (DFAE), *Loi sur l'État hôte*. [Consulté le 5/12/2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/politique-exterieure/droit-international-public/privileges-immunites/loi-etat-hote.html>.

DOTTI N. F., SPITHOVEN A. et YSEBAERT W., 2021, « The Benefits of Being a Multi-Capital: The Economic Impact of the International and European Institutions and Interest Groups », *European Urban and Regional Studies*, vol. 29, n° 2, pp. 255–277.

DUNN J. A., 1972, « Consociational Democracy and Language Conflict: A Comparison of the Belgian and Swiss Expériences », *Comparative Political Studies*, vol. 5, n° 1, pp. 3-39.

GENÈVE INTERNATIONALE, *Faits et chiffres*, [Consulté le 7/10/2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.geneve-int.ch/fr/faits-et-chiffres>.

GOVAERT S., 2000, *Bruxelles en capitales (1958-2000). De l'expo à l'euro*, Bruxelles, De Boeck.

HARDOUIN, J-b., BONNAUD-ANTIGNAC A. et SÉBILLE V., 2011, « Nonparametric Item Response Theory Using Stata », *The Stata Journal*, vol. 11, n°1, pp. 30-51.

HEIN C., 2006, « The Polycentric and Opportunistic capital of Europe », *Brussels Studies*, Collection générale, n° 2. [Consulté le 2/11/2022]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/308>.

KATZENSTEIN P. J., 2003, « Small States and Small States Revisited », *New Political Economy*, vol. 8, n° 1, pp. 9-30.

KEARNEY AT, 2022, *Readiness for the storm: the 2022 Global Cities Report*. Consulté le 2/12/2022]. Disponible à l'adresse : [https://www.kearney.com/global-cities/2022#:~:text=The%20GCI%27s%20rankings%20of%20the,2021%20\(see%20figure%201](https://www.kearney.com/global-cities/2022#:~:text=The%20GCI%27s%20rankings%20of%20the,2021%20(see%20figure%201).

LIJPHART A., 2019, « Religious vs. Linguistic vs. Class Voting: the 'Crucial Experiment' of Comparing Belgium, Canada, South Africa, and Switzerland », dans MADELEY J. (dir.), *Religion and Politics*, London, Routledge, pp. 397-413.

MALINGRE V., 2021, « Entre les Bruxellois et les institutions européennes, une cohabitation encore difficile », *Le Monde*, 29 Septembre.

MOKKEN, R. J., 2011, *A Theory and Procedure of Scale Analysis: With Applications in Political Research*, Berlin, De Gruyter Mouton.

MOKKEN R. J. et LEWIS C., 1982, « A Nonparametric Approach to the Analysis of Dichotomous Item Responses », *Applied Psychological Measurement*, vol. 6, n°4, pp. 417-430.

MORI MEMORIAL FOUNDATION, 2022, *Global Power City Index*. [Consulté le 2/12/2022]. Disponible à l'adresse : https://mori-m-foundation.or.jp/pdf/GPCI2021_summary.pdf.

OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE DE GENÈVE (OCSTAT), 2021, *Informations statistiques : les Organisations internationales (OI) établies à Genève : résultats de l'enquête 2021*, n° 15, décembre. [Consulté le 12/11/2022]. Disponible à l'adresse :

https://statistique.ge.ch/tel/publications/2021/informations_statistiques/autres_themes/is_oi_15_2021.pdf.

PINARD M., 2020, *Nationalist Movements Explained: Comparisons from Canada, Belgium, Spain, and Switzerland*, London ; New York, Routledge.

SASSEN S., 1991, *The Global City*. Princeton, Princeton University Press.

SIJTSMA K., MOLENAAR I. W., 2002, *Introduction to Nonparametric Item Response Theory*. Thousand Oaks (California), Sage.

STOJANOVIĆ N., BONOTTI M., 2020, « Political Parties in Deeply Multilingual Polities: Institutional Conditions and Lessons for the EU », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 58, n°3, pp. 599- 615.

VON BEYME K., 2005, « Asymmetric federalism between globalization and regionalization », *Journal of European Public Policy*, vol. 12, n° 3, pp. 432-447.